

THURAYA SATELLITE TELECOMMUNICATIONS COMPANY

Vos Excellences, Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur de représenter ici le Groupe de coordination des interlocuteurs commerciaux, qui rassemble des dirigeants d'entreprises et des firmes commerciales, sous l'égide de la Chambre de commerce internationale.

Notre groupe s'exprime aujourd'hui devant le SMSI au nom des milieux d'affaires du monde entier. Je vais vous exposer comment, selon nous, le Sommet devrait procéder pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés.

Nous tous réunis ici, approuvons ces objectifs. Nous aspirons à une société mondiale de l'information qui sera le moteur de la croissance économique et du progrès social, contribuera à la lutte contre la pauvreté, à la diffusion du savoir et de l'éducation et encouragera la liberté d'expression. Cette société sera porteuse de sens et d'espérance pour les millions de personnes qui sont aujourd'hui désorientées et désespérées.

Ce rassemblement de leaders mondiaux, de capitaines d'industrie, de représentants d'organisations internationales et de membres de la société civile témoigne de notre détermination à réussir.

Nous nous sommes fixé un grand nombre d'objectifs ambitieux pour mettre la planète entière à la portée d'un simple clic. Si tous ces objectifs peuvent être atteints, le monde deviendra meilleur. Le défi consistera à réaliser nos ambitions - et c'est à ce critère que la postérité jugera le SMSI.

Soyons clairs: les milieux d'affaires seront, non pas en marge, mais au coeur même de cette entreprise.

En effet, d'une part, ils apporteront les capitaux qui financeront la société de l'information.

D'autre part, c'est pour une bonne partie grâce à eux que les technologies de l'information et de la communication font partie intégrante de notre vie quotidienne au XXI^e siècle.

La nécessité de nouer des partenariats est tout aussi fondamentale. La réussite passe par la collaboration entre les entreprises et les gouvernements collaborent avec toutes les autres parties prenantes. Le partenariat est le plus sûr moyen de bénéficier des avantages des technologies de l'information et de la communication pour acquérir des connaissances et prendre son destin en main.

La société de l'information, telle que nous la voulons, sera tributaire d'investissements massifs dans plusieurs domaines: infrastructures, produits, services, contenus et applications essentielles. Les pouvoirs publics doivent donc encourager l'instauration d'un climat propice à l'investissement et l'établissement d'un cadre juridique, politique et réglementaire favorable à la croissance et au développement économiques.

Les investisseurs doivent être certains que leurs capitaux seront utilisés à bon escient et que les engagements seront honorés. Les compagnies hésiteront à engager les capitaux de leurs actionnaires si elles perçoivent le climat comme hostile, par exemple si les investissements étrangers sont découragés ou si des obstacles sont mis au rapatriement des bénéfices.

La libéralisation du commerce, la protection des droits de propriété intellectuelle, les encouragements apportés à la recherche-développement, les mesures d'incitation offertes aux petites et moyennes entreprises et l'intégrité des pratiques commerciales et économiques sont à cet égard des facteurs dont il faut tenir compte.

Je souhaiterais mettre tout particulièrement l'accent sur deux de ces facteurs: la protection de la propriété intellectuelle et la concurrence.

Les droits de propriété intellectuelle encouragent la liberté d'expression et garantissent la loyauté de la concurrence. Ils contribuent à promouvoir l'innovation et la création. Or, la société de l'information est tributaire de l'innovation et de la volonté de repousser les limites de la technologie pour explorer de nouveaux territoires. Si l'on ne peut garantir la sécurité des nouvelles idées et des méthodes novatrices, la société de l'information aura beaucoup à perdre.

Les entreprises ne peuvent se livrer concurrence à égalité que dans un contexte de liberté. Les utilisateurs de technologies doivent être libres de choisir celle qui leur convient le mieux, en fonction des résultats attendus, de la qualité, de la fiabilité, de la sécurité et du coût du cycle de vie.

Le SMSI est face aujourd'hui à un enjeu précis dont l'issue pourrait être décisive pour son évolution. Je veux parler de la gestion de l'Internet. Le Sommet définira-t-il une politique de dépendance accrue vis-à-vis du secteur privé ou de renforcement de l'intervention des pouvoirs publics?

Il s'agit là d'une question fondamentale sur laquelle les milieux d'affaires ont une position parfaitement claire. Une chose est sûre: le Sommet ne doit pas remettre en question le rôle de premier plan joué par le secteur privé dans la coordination technique de l'Internet.

Il nous faut, ensemble, perfectionner les mécanismes existants pour que cette coordination se poursuive, faute de quoi l'Internet risque de perdre de son utilité et d'échouer à réaliser pleinement son potentiel en tant que support universel de la communication, au service de l'entreprise.

Enfin, si l'on veut que la société de l'information atteigne ses objectifs, les gouvernements doivent impérativement faire en sorte que leurs systèmes éducatifs soient à la hauteur des attentes placées en elle. Pour pouvoir utiliser un ordinateur ou accéder à l'information au moyen des nouvelles technologies, il faut d'abord apprendre à lire.

A l'heure où s'ouvre le Sommet, je vous souhaite, au nom des centaines de représentants des milieux d'affaires réunis ici à Genève, plein succès dans vos travaux.

Ce Sommet ouvre à la société de l'information des perspectives sans précédent pour la mise en oeuvre sur de longues années d'un programme ambitieux, mais réalisable, dont la réussite dépendra de la capacité du SMSI à faire preuve de pragmatisme tout en restant fidèle à ses nobles ambitions.